

## SÉCURITÉ HUMAINE

Pour le Japon, la sécurité humaine est l'un des concepts phares de la coopération internationale. C'est un domaine prioritaire de la TICAD depuis sa première conférence en 1993. Appuyer la sécurité humaine, c'est aider les pays à répondre de manière efficace à des menaces qui, quoique diverses, ont des liens entre elles, telles que la pauvreté, la dégradation de l'environnement et les maladies infectieuses. Le Japon a fait don de 33,5 milliards de dollars au Fonds d'affectation spéciale pour la sécurité humaine des Nations Unies, créé en 1999, et il a fourni un appui à environ 180 projets mis en oeuvre par des agences des Nations Unies, dont plus de 50 en Afrique.

### Villages du Millénaire

Le projet Villages du Millénaire, financé en partie par le Fonds d'affectation spécial pour la sécurité humaine des Nations Unies, propose un modèle audacieux et innovant afin d'aider les communautés rurales africaines à sortir de l'extrême pauvreté par leurs propres moyens. Des solutions simples comme la fourniture de semences à haut rendement, d'engrais, de médicaments, de puits d'eau potable et de matériaux de construction pour salles de classe et dispensaires permettent aux communautés d'entrer dans une nouvelle ère où une bonne santé et de nouvelles opportunités sont à leur portée. De tels progrès sont possibles grâce à l'amélioration de la science et de la technologie, comme le montrent l'agroforesterie, les moustiquaires traitées à l'insecticide, les antirétroviraux, Internet ou les systèmes de télédétection et d'information géographique.

A l'heure actuelle, le projet concerne près de 400 000 personnes dans 79 villages. Rassemblés en 12 groupes dans 10 pays africains (Éthiopie, Ghana, Kenya, Malawi, Mali, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Sénégal et Tanzanie), les villages, qui comptent chacun environ 5 000 habitants, sont situés dans différentes zones agro-écologiques qui reflètent l'éventail de problèmes liés à l'agriculture, l'eau et les maladies que connaît le continent africain. Le gouvernement japonais a contribué - par l'intermédiaire du Fonds d'affectation spéciale pour la sécurité humaine des Nations Unies - au financement de villages gérés par le PNUD dans ces pays (sauf l'Éthiopie).

### Initiative Village africain

Le gouvernement du Japon a aussi développé « l'Initiative du Village africain » (IVA) basée sur le concept de sécurité humaine pour encourager une production communautaire durable des moyens de subsistance. L'IVA a pour but d'appuyer les initiatives de développement dans les communautés rurales, afin que celles-ci puissent devenir indépendantes, grâce, notamment, au développement de l'infrastructure, au renforcement des capacités locales et au maintien de la sécurité alimentaire par le biais de méthodes agricoles adéquates. Des projets modèles portent sur la construction d'écoles dans les zones rurales, l'installation de puits ou de systèmes d'adduction d'eau dans les écoles ou la distribution gratuite de repas scolaires.

### Réalisation des OMD

L'Initiative de la TICAD présente d'importantes possibilités pour l'Afrique dans ses efforts pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement que les dirigeants du monde se sont engagés à atteindre lors du Sommet du Millénaire de l'an 2000. Les objectifs et directives spécifiques définis par le Programme d'action de Tokyo dans des domaines de développement essentiels coïncident



largement avec les OMD. Ceux-ci, qui comprennent des directives claires et délimitées dans le temps et définissent les priorités en matière de développement – entre autres, réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim et arrêter la propagation du VIH/sida – sont à réaliser d'ici 2015.

Les co-organisateurs de la TICAD appuient les initiatives du Groupe de pilotage pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique présidé par le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon et dont sont membres les dirigeants des grandes organisations multilatérales et intergouvernementales qui s'occupent de développement en Afrique. Leur objectif est de veiller au respect des engagements pris et de relever trois défis afin d'appuyer le développement en Afrique. Il s'agit d'identifier des mécanismes efficaces pour la matérialisation des engagements pris dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, ainsi que des infrastructures et des systèmes statistiques, d'améliorer la prévisibilité de l'aide, suite à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, et de renforcer les initiatives conjointes qui appuient les OMD au niveau des pays.

## **Éducation**

Le Japon joue un rôle actif dans les initiatives africaines visant à généraliser l'éducation primaire. Par exemple, le projet « Une meilleure gestion des écoles grâce à la participation communautaire » vise à faire des membres de la communauté les acteurs principaux de la gestion des écoles en leur confiant des responsabilités au niveau de la planification, de l'achat de manuels scolaires et de la sensibilisation. Étant donné le succès remporté par ce projet pilote, le ministère de l'Éducation du Niger a l'intention de l'implanter à plus grande échelle dans tout le pays, avec l'appui financier de la Banque mondiale.

Le Japon a annoncé qu'au cours des cinq prochaines années, il améliorera l'éducation en Afrique grâce à une aide qui permettra de construire un millier d'écoles, ce qui représentera quelque 5 500 salles de classe, de former environ 100 000 enseignants par le biais d'un projet visant à renforcer l'enseignement des sciences et des mathématiques et d'aider à améliorer la gestion de 10 000 écoles.

## **Autonomisation des femmes en milieu rural**

Créé par le gouvernement du Japon en 1995, le Fonds PNUD/Japon pour la femme et le développement appuie des initiatives qui visent à promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes dans les pays en développement. Son objectif est de renforcer les capacités des femmes en soutenant des initiatives innovantes. Il a financé de nombreux projets dans 14 pays africains, pour un total de 4,5 millions de dollars. Deux de ces projets ont un impact élevé : l'un vise à l'autonomisation de femmes travaillant à la production de beurre de karité en milieu rural dans le nord du Ghana et l'autre propose un programme de micro-crédit aux femmes des districts de Nimba et Bong au Libéria.

## **Santé**

Des programmes qui s'attachent à atténuer la propagation du paludisme et de la rougeole et la transmission de mère à enfant du VIH/SIDA ont prouvé leur efficacité ces dernières années dans de nombreux pays africains. Ces efforts permettent d'abaisser la mortalité infantile et représentent un pas important en vue de la réalisation des OMD et de l'amélioration de la santé publique dans des pays où règne une extrême pauvreté. La mise à échelle d'interventions dont le succès est prouvé représente un réel défi. C'est dans ce contexte que le Japon a envoyé des moustiquaires anti-paludisme dans des communautés rurales ainsi que des millions de moustiquaires traitées aux insecticides longue durée. Les programmes de santé maternelle et infantile ont également reçu un large appui, tout comme le planning familial, l'information, l'éducation et les communications, ainsi que l'autonomisation des femmes et la lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose, le paludisme et autres maladies.

## Consolidation de la paix et démocratisation

Les conflits armés en Afrique ont entraîné d'énormes souffrances et une perturbation des activités économiques et de la vie civile. Ces dernières années ont pourtant vu la fin d'un certain nombre de conflits qui duraient depuis des années. Cette tendance positive est due au fait que l'Afrique a redoublé d'efforts pour résoudre et gérer ses conflits au travers de diverses initiatives lancées par l'Union africaine (UA) ou d'autres organisations régionales en partenariat avec la communauté internationale. Cependant, plusieurs conflits se poursuivent et l'instabilité pose des risques dans d'autres régions. La prévention des conflits, la consolidation de la paix et le renforcement des institutions démocratiques représentent donc des priorités absolues pour garantir la sécurité humaine.

Lorsqu'on procède à la reconstruction de communautés ayant souffert de la guerre, il est nécessaire de satisfaire les besoins humains de base comme l'eau potable et l'assainissement, de reconstruire des infrastructures de base – écoles ou hôpitaux, par exemple – et d'autonomiser les communautés locales. Des projets communautaires à petite échelle (comme l'initiative Village africain du Japon) peuvent représenter un moyen efficace d'habiliter la population et d'encourager le développement autonome. Ils contribuent aussi au processus de réconciliation car ils génèrent des revenus et procurent des emplois aux jeunes.

Les systèmes électoraux et les institutions démocratiques qui encouragent la participation de tous à la vie politique constituent, avec la bonne gouvernance, le fondement indispensable de toute paix durable. La protection et la promotion des droits de l'homme facilitent la réconciliation et encouragent la tolérance.

L'Initiative de la TICAD a fourni un soutien à de nombreux projets portant notamment sur l'assistance aux réfugiés et aux personnes déplacées et les questions de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) des anciens combattants, ainsi que les actions de déminage, la collecte et la destruction des armes légères et de petit calibre et la prévention des crises. Le Japon fournit également un appui aux processus électoraux dans les pays en train de se relever d'un conflit afin de renforcer la gouvernance démocratique.

Depuis quelques années, l'appui aux initiatives de consolidation de la paix est devenu l'un des piliers de la coopération internationale japonaise, le monde ayant pris conscience de ce que la paix et la stabilité sont la condition préalable d'un développement durable en Afrique. Ces quatre dernières années, en réponse à plusieurs processus de paix en cours en Afrique, le Japon a déboursé plus de 550 millions de dollars au titre de l'aide à la consolidation de la paix, notamment l'aide humanitaire d'urgence, les DDR et le relèvement communautaire. Les projets qui ont bénéficié de cette aide se trouvent en Angola, au Burundi, en République démocratique du Congo, en République du Congo, en Guinée, au Liberia, au Niger, au Rwanda, en Sierra Leone, au Soudan et en Tanzanie. Le Burundi, La République démocratique du Congo, la Mauritanie et la Sierra Leone ont bénéficié d'une aide pour la préparation des élections.

Au plan multilatéral, le Japon assume environ 17 pour cent du coût total des opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Le gouvernement japonais a annoncé une nouvelle initiative lors de la Conférence ministérielle de la TICAD sur la consolidation de la paix en Afrique, qui s'est tenue en février 2006 à Addis Abeba (Éthiopie). Celle-ci porte sur trois aspects stratégiques de la consolidation de la paix, à savoir la sécurité, la gouvernance politique et la transition, et la reconstruction communautaire et le développement socioéconomique. La Conférence a attiré plus de 400 participants venus de 73 pays différents et le Japon s'est engagé à verser 60 millions de dollars supplémentaires au titre de l'aide à la consolidation de la paix en Afrique.